

résolution suivante que je lis dans la *Gazette* de Montréal du mercredi 3 février:

Considérant que notre pays, au cours des quelques dernières années, se trouve toujours dans un état précaire après avoir traversé une période de crise et de chômage sans précédent;

Considérant que le conseil s'est maintes fois déclaré en faveur de l'exécution d'ouvrages publics de préférence à l'octroi de secours directs;

Considérant que l'état précaire des trésors publics a souvent servi d'argument contre les requêtes que nous avons présentées à ce sujet;

Considérant qu'on se propose d'augmenter considérablement les crédits pour la défense nationale;

Considérant que rien ne fait voir que le Canada soit bientôt appelé à défendre son territoire;

Considérant que ce conseil est d'avis qu'il serait plus opportun de dépenser les millions qu'on se propose de dépenser pour les armements à l'exécution de travaux qui, tout en améliorant et en embellissant les municipalités où on les ferait, fourniraient du travail à un grand nombre de personnes et réduiraient d'autant la liste des chômeurs assistés;

Il est proposé par l'échevin Bray et appuyé par l'échevin L'Archevêque:

Que ce conseil se déclare fortement opposé à l'augmentation proposée des crédits pour les fins de la défense nationale et prie les autorités fédérales d'étudier la possibilité de dépenser en travaux publics les sommes inscrites dans le budget fédéral aujourd'hui en délibération pour fins d'armements.

Je me permets de parler d'un autre corps public que le ministre du Commerce (M. Euler), s'il était ici, ne considérerait pas une organisation socialiste, j'en suis sûr. Le conseil de ville de Kitchener, Ontario, à l'unanimité moins une voix, a adopté le vœu suivant:

Considérant que notre pays a traversé depuis quelques années une crise sans précédent et que le chômage sévit encore à l'état aigu;

Considérant que ce conseil, en diverses circonstances, s'est déclaré favorable à l'exécution de travaux publics par le pouvoir fédéral, de préférence au système démolissant de secours directs que nous avons aujourd'hui;

Considérant que l'état précaire des trésors publics a souvent servi d'argument contre les requêtes que nous avons présentées à ce sujet;

Considérant qu'on se propose maintenant d'augmenter considérablement les crédits pour la défense nationale;

Considérant que ce conseil est d'avis qu'il serait plus opportun de dépenser les millions qu'on se propose de dépenser pour les armements à l'exécution de travaux qui, tout en améliorant et en embellissant les municipalités où on les ferait, fourniraient du travail et des salaires à un grand nombre de personnes et réduiraient d'autant la liste des chômeurs assistés;

Considérant qu'il est reconnu que notre représentant au Parlement fédéral a été, lors de sa première élection, élu par suite de son attitude contre la conscription et contre la guerre;

Considérant qu'une grande partie de la population de notre ville est réfractaire à la guerre par scrupule de conscience et par principe religieux;

A ces causes, le conseil décide d'adresser une pétition au gouvernement fédéral, communiquant

l'exposé des motifs ci-dessus et le vœu suivant aux autorités fédérales et aux chefs des trois groupes politiques:

Que ce conseil se déclare fortement opposé à l'augmentation proposée des crédits pour les fins de la défense nationale et prie les autorités fédérales d'étudier la possibilité de dépenser en travaux publics les sommes inscrites dans le budget fédéral aujourd'hui en délibération pour fins d'armements.

Ce vœu, ainsi que d'autres transmis par des associations d'anciens combattants et des sociétés religieuses, et les lettres que l'honorable député de Spadina (M. Factor) a reçues en grand nombre, ainsi qu'il le disait, l'autre soir, et que plusieurs autres membres ont sans doute reçues aussi en grand nombre, démontrent de façon concluante que cette manière de voir n'est pas le point de vue exclusif d'un parti politique ou d'une doctrine politique, mais celui de plusieurs milliers de gens, d'un bout à l'autre du pays.

Je vais relever une affirmation faite par le ministre de l'Agriculture (M. Gardiner) dans son discours, l'autre soir. Le ministre est un magnifique ministre de l'Agriculture, en tant qu'il s'agit de faire un exposé des affaires internationales. Le tableau qu'il a brossé de notre marine protégeant le commerce maritime dans la zone de trois milles confinait presque à l'ironie. Le ministre n'a pas dit s'il va faire construire des jetées pour permettre aux vaisseaux de transborder leurs cargaisons. Il a dit cependant que les causes fondamentales de la guerre sont au nombre de deux: la restriction du commerce et le congestionnement de la population. Plusieurs honorables membres m'accorderont qu'il en existe d'autres, telles que la course aux marchés et aux matières premières et la lutte pour la maîtrise économique. La solution proposée par le ministre est tout à fait singulière. Nous devons être disposés à distribuer nos denrées alimentaires, dit-il, ou amener des gens au pays pour les leur faire consommer. Je voudrais rappeler au ministre qu'il y a plus d'un million de gens au pays qui, à ce moment précis, voudraient bien profiter de ces denrées, mais sont dépourvus de la puissance d'achat nécessaire pour les acheter.

A l'en croire, notre groupe ne voudrait pas de l'immigration, qui serait la seule solution du problème de la guerre. Notre groupe n'a pas combattu l'immigration. Mais nous nous sommes opposés à la proposition de faire venir des immigrants, quand plus d'un million de personnes ne peuvent se passer de l'aide de l'Etat. Selon le ministre, l'Ouest canadien est capable de faire vivre 30 millions d'habitants, quand sa population n'est que de 3 millions d'âmes. Entend-il que ces 30 millions de gens se consacrent tous à augmenter